

TEXTE D'ANALYSE
N°20/2024

MATHILDE DUFRANC

PUBLICATION SUR LE SITE
WEB :
AUTOMNE 2024

AUTRICE :
MATHILDE DUFRANC
CHARGÉE DE PROJET
Université des femmes

LOI SUR LES FÉMINICIDES EN BELGIQUE :
L'OCCASION DE REFAIRE LE POINT

La loi #StopFemicide adoptée en 2023 semble être une réelle avancée pour le respect des droits des femmes en Belgique. Cette analyse fait le point sur le dispositif et explore des pistes d'amélioration.

C'est quoi un « féminicide » ?

La notion de « féminicide » apparaît dans les années 1980. Elle est définie comme étant le meurtre d'une femme parce qu'elle est une femme, en général, par un partenaire intime¹. Dans les années 1990, en Amérique latine, des chercheuses et activistes utilisent le mot « féminicide »² à la suite du phénomène analysé par Marcela Lagarde à Ciudad Juárez (frontière USA et Mexique), où des femmes sont massivement retrouvées assassinées et violentées. En Europe, le terme apparaît d'abord dans les milieux féministes dans les années 2000, puis entre dans la sphère médiatique (autour de 2010). Comme le note Christelle Taraud « *on emploie aujourd'hui en Europe le terme [féminicide] qui dit "crime de masse" pour parler en réalité surtout de féminicide, de femmestuées par leur (ex-)compagnon* ».

Le concept qui est alors développé (notamment par Liz Kelly) est celui de continuum des violences. L'idée qu'une femme subit plusieurs agressions tout au long de sa vie, de différentes natures, de différentes intensités, pour en arriver, dans le pire des cas, au meurtre. On considère ainsi les violences dans leur multiplicité : psychologiques, symboliques, linguistiques, etc.

Pour finir, plusieurs typologies de féminicides existent. Selon les contextes et les pays, les

définitions divergent. Il y a par exemple des féminicides individuels et collectifs, intimes ou non intimes. L'Organisation Mondiale de la Santé définit également comme féminicide les crimes dits « *liés à l'honneur* » ou liés à la dot³.

Quelle est la situation en Belgique ?

En Belgique, c'est le blog StopFemicide⁴, créé en 2017, qui a recensé les féminicides. Animé pendant longtemps par des bénévoles qui lisaient la presse, le blog est aujourd'hui pris en charge par la Plateforme féministe contre les violences faites aux femmes.

Selon leurs chiffres, 26 femmes auraient été tuées en 2023 en Belgique et on dénombre au moins 229 cas de féminicides ces sept dernières années⁵. Évidemment, ces chiffres sont sous représentés puisque le décompte se fait uniquement via les articles de presse et donc pour des faits connus et relevés dans les médias. Il faut également ajouter à ces chiffres les victimes collatérales, souvent les enfants, morts ou traumatisés.

L'objectif du blog n'est pas seulement de décompter le nombre de victimes mais bien de rendre visible les histoires, de rendre hommage aux victimes et de dresser les grandes tendances du phénomène. Il vise également à alerter les autorités pour participer à un changement de mentalité et provoquer une mobilisation institutionnelle. Nous pouvons ainsi relever plusieurs tendances majeures des féminicides commis en Belgique :

- Ce sont des « féminicides intimes ».
- Ils sont commis après un continuum de violences conjugales souvent connues par l'entourage et/ou les autorités.
- Beaucoup de féminicides ont été commis après des séparations.
- On relève un déchainement de violence, appelé *overkill*.
- Il n'y a pas de profil type chez les victimes, elles sont issues de tous les milieux sociaux, de tous les âges, de toutes les parties de la Belgique.

Évolution de la loi belge : un pas dans la bonne direction ?

Le 31 août 2023, le gouvernement fédéral belge a adopté la loi #StopFemicide portée par Marie-Colline Leroy alors secrétaire d'état à l'égalité des genres, et Sarah Schlitz, sa prédécesseuse. Ce dispositif vise à doter la Belgique d'un ensemble d'instruments pour protéger les victimes de féminicide et mesurer ces crimes⁶.

C'est dans la perspective de l'application de la Convention d'Istanbul (signée en 2016 par la Belgique) qu'est né le Plan d'action national de lutte contre les violences basées sur le genre (PAN) 2021-2025 et donc ce projet de loi. La Convention d'Istanbul, de son nom complet, Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique « *considère la violence à l'égard des femmes comme une violation des droits fondamentaux et une forme de discrimination. Les Etats engagent leur responsabilité s'ils ne prennent pas les mesures adéquates face à ce fléau* »⁷. Elle invite également les États à mettre en place des systèmes de collecte des données, des systèmes de prévention et de protection.

La loi #StopFemicide se déploie sur plusieurs axes. D'abord la définition du phénomène reste large et comprend le féminicide intime, non intime, indirect et l'homicide fondé sur le genre. Les différentes formes de violences qui peuvent précéder les féminicides sont également définies (la violence sexuelle, la violence psychologique et le contrôle coercitif) reprenant ainsi la notion de continuum.

Une collecte des données est amorcée par la collecte (annuelle) de statistiques et tendances, mais également par une analyse (tous les deux ans) visant l'interpellation des pouvoirs publics. Il s'agit d'apporter une analyse qualitative par un groupe interdisciplinaire pour formuler des recommandations.

Les droits des victimes de tentatives de féminicides devraient être renforcés par un meilleur accompagnement dans les commissariats (possibilité de faire traduire gratuitement les principaux éléments de l'interrogatoire dans une langue que la victime comprend, choix du genre de l'agent de police qui les interroge, le local pour l'interrogatoire devra respecter la discrétion nécessaire, etc.) et l'exposé des mesures de protection (alarme anti-rapprochement, interdiction de lieux ou de contacts, etc.). Il est important de noter que les enfants sont reconnus comme victimes collatérales

des violences de genre et peuvent également bénéficier de mesures de protection.

Un outil de prévention, d'évaluation et de gestion des risques doit être mis à disposition de la police. Réactualisé à chaque étape de l'enquête, il doit permettre de prendre les mesures de protection au bon moment. La police et les magistrats suivront des formations sur les féminicides et les violences qui les précèdent. L'idée ici est d'éviter les « violences secondaires » induites par l'ignorance des phénomènes d'emprise sur les victimes.

Quelles limites ? Quelles pistes d'améliorations ?

Si nous ne pouvons que saluer ces avancées, il faut rester vigilantes et souligner quelques points d'attention. Comme le note Christelle Taraud, « *il est illusoire de croire que les choses vont changer uniquement par l'inscription du féminicide dans la loi* »⁸.

Les formations s'avèreront très utiles pour la police et les magistrats mais pourquoi ne pas aller plus loin et proposer des formations à d'autres corps de métier en relation avec les victimes (corps médical, psychologues, journalistes, avocats...). Il s'agit aussi de questionner la disponibilité des services spécialisés : sont-ils bien disponibles 24h/24, partout dans le pays, avec un financement suffisant pour assurer un service efficace ?

Si l'accent est mis sur la prévention, on parle également peu de sensibilisation vers le grand public. Pourtant, si nous considérons que le phénomène des féminicides prend racine dans un problème sociétal, sa résolution passe également par la prise de conscience générale, notamment dès le plus jeune âge.

En lisant le blog StopFéminicide, on constate que plusieurs crimes ont été commis avec des armes à feu, il faudrait donc en réduire/réguler la possession.

L'exemple inspirant de l'Espagne

En 2004, l'Espagne adopte une loi qui inaugure une procédure intégrale contre les violences de

genre⁹. Cette loi comprend la prévention des violences sur le plan juridique, psychosocial et économique et considère les enfants comme des victimes directes. Elle a été complétée en 2017 par une loi « pacte d'État » contenant plus de deux cents mesures. Leur application a été dotée d'un budget d'un milliard d'euros supplémentaire, en plus d'un budget déjà conséquent réparti entre l'État, les communautés autonomes et les municipalités.

Ces législations sont-elles des modèles à suivre ? En Espagne, la définition de féminicide est large et comprend les violences qui entraînent des souffrances physiques, sexuelles ou économiques. Aujourd'hui, les femmes violentées ne sont pas obligées de porter plainte pour bénéficier des procédures de protection.

Des équipes spécialisées existent dans les commissariats et le premier commissariat uniquement dédié aux violences conjugales a ouvert à Valence en 2019. Le programme informatique VioGen (Violences Genre) permet de collecter les données sur les victimes et les agresseurs et de mettre en place des mesures de protection en fonction des facteurs de risques. La police adapte ses interventions à chaque niveau pour la protection des victimes et le contrôle des agresseurs.

Les tribunaux spécialisés, créés par la loi de 2004, traitent des cas de violence conjugale (donc intime) et ont des compétences pénales et civiles. Dans ces « tribunaux de la violence à l'encontre de la femme », les magistrats ont suivi une formation spécialisée et utilisent beaucoup « l'ordre de protection ». Ces tribunaux peuvent donc prendre des décisions visant à protéger les victimes, par exemple : obliger l'agresseur à s'éloigner de la victime, lui interdire d'entrer en communication avec elle, lui imposer de porter le bracelet anti-rapprochement, attribuer l'usage du domicile à la victime, lui octroyer un téléphone d'urgence, décider du régime de garde et visites pour protéger les enfants. Des hébergements spécialisés ont également été créés pour un accueil d'urgence (avec leurs enfants). Un accompagnement juridique, social, psychologique et économique de plus longue durée peut également être dispensé.

Les droits sociaux sont renforcés pour les victimes qui peuvent bénéficier d'un accès prioritaire aux logements sociaux ou aux maisons de retraite, d'un aménagement de leur emploi du temps ou/et d'une suspension temporaire de leur contrat de travail. L'Espagne a investi également dans

des campagnes de sensibilisation notamment à l'école et avec les médias. Une délégation gouvernementale et un Observatoire national contre la violence envers les femmes (multipartite) impulsent et coordonnent les réformes.

Le système espagnol n'est pas infaillible mais les chiffres parlent : le taux de féminicides a chuté de 25% depuis 2004. Cependant, et comme souvent concernant les droits des femmes, rien n'est totalement acquis sur le long terme et le combat et la vigilance restent de mise. Plusieurs membres du parti Vox remettent en cause cette loi, autant sur un plan idéologique de financier. L'arrivée du parti d'extrême droite au parlement peut légitimement inquiéter quant au maintien de cette loi et ces dispositifs.

Et la Belgique ne fait pas exception. Si certaines personnalités politiques sont capables de questionner en 2024 le droit à l'avortement en Belgique, nous pouvons sans trop de peine supposer qu'elles seront capables demain de questionner les dispositifs de protections des femmes maltraitées par leurs (ex)conjointes. La loi donne un puissant levier d'action qu'il faut actionner. Nous ne pouvons que déplorer le fait que les partis politiques, même classés à gauche, ne s'engagent que timidement sur cette thématique.

Notes

¹ C. Wernaers, « Christelle Taraud : “Les féminicides reposent sur un système très ancien d’écrasement des femmes” », *Axelle Magazine*, novembre-décembre 2022. La citation en fin de paragraphe provient du même article.

² « [Le féminicide] est le symbole d’un système de domination très ancien qui repose sur la banalité mais aussi l’impunité des violences faites aux femmes et des crimes de haine à caractère sexiste perpétrés contre Elles », citation de Christelle Taraud dans C. Wernaers et A. Dirkx, « Feminicides : de grands enjeux qui entraînent de grandes résistances », novembre-décembre 2022, *Axelle Magazine*.

³ *Comprendre et lutter contre la violence à l’égard des femmes – Le féminicide*, Organisation Mondiale de la Santé, 2012.

⁴ Qu’on peut consulter ici : <http://stopfeminicide.blogspot.com/>.

⁵ Idem

⁶ On peut lire à ce sujet : <https://sarahschlitz.be/adoption-de-la-loi-stopfeminicide-la-belgique-premier-pays-europeen-a-se-doter-dune-loi-globale-contre-les-feminicides/>.

⁷ Voir à ce sujet le résumé synthétique réalisé par le Conseil de l’Europe, ici : <https://www.coe.int/fr/web/gender-matters/council-of-europe-convention-on-preventing-and-combating-violence-against-women-and-domestic-violence#%3A~%3Atext%3DChacun%20a%20le%20droit%20de%2Cfemmes%20sous%20toutes%20ses%20forme%20S>.

⁸ C. Wernaers, « Christelle Taraud... », *loc.cit.*

⁹ S. Tardy-Joubert, « Violences conjugales, faut-il suivre le modèle espagnol ? », *Actu-Juridique*, mars 2021 ; S. de Fréminville, « En Espagne, un pacte contre les violences conjugales », *Club Santé Social*, décembre 2020 ; A. Requena Aguilar, « España será desde enero el primer país europeo en contabilizar oficialmente todos los feminicidios », *elDiaro.es*, 20 décembre 2021. Sauf mentions contraires, toutes les données des paragraphes suivant sont issus de ces articles.

Bibliographie

- *Comprendre et lutter contre la violence à l'égard des femmes – Le féminicide*, Organisation Mondiale de la Santé, 2012, disponible ici : https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/86253/WHO_RHR_12.38_fre.pdf;jsessionid=%2087FAFA14E8E79A0067622F39B6FE58B1?sequence=1.
- DE FREMINVILLE, Solange, « En Espagne, un pacte contre les violences conjugales », *Club Santé Social*, décembre 2020, disponible ici : <https://www.lagazettedescommunes.com/62467/en-espagne-un-pacte-contre-les-violences-conjugales/>.
- REQUENA AGUILAR, Ana, « España será desde enero el primer país europeo en contabilizar oficialmente todos los feminicidios », *elDiario.es*, 20 décembre 2021, disponible ici : https://www.eldiario.es/sociedad/espana-sera-enero-primer-pais-europeo-contabilizar-oficialmente-feminicidios_1_8595437.html.
- TARAUD, Christelle, *Féminicides. Une histoire mondiale*, La Découverte, 2022.
- TARDY-JOUBERT, Sophie, « Violences conjugales, faut-il suivre le modèle espagnol ? », *Actu-Juridique*, mars 2021, disponible ici : <https://www.actu-juridique.fr/droit-compare/violences-conjugales-faut-il-suivre-le-modele-espagnol/>.
- WERNAERS, Camille, « Christelle Taraud : “Les féminicides reposent sur un système très ancien d’écrasement des femmes” », *Axelle Magazine*, novembre-décembre 2022, disponible ici : <https://www.axellemag.be/christelle-taraud-les-feminicides-reposent-sur-lecrasement-des-femmes/>.
- WERNAERS, Camille et DIRKX, Aline, « Féminicides : de grands enjeux qui entraînent de grandes résistances », novembre-décembre 2022, *Axelle Magazine*, disponible ici : <https://www.axellemag.be/focus/feminicides-de-grands-enjeux-qui-entraident-de-grandes-%20resistances/>.